

Crise alimentaire et perturbations de l'économie traditionnelle

Le pashtunwali expliqué aux Talibans

par Habib HAIDER et Laurent DESSART

Le 15 août prochain, le gouvernement des Talibans devrait célébrer le troisième anniversaire de son accession au pouvoir. Après cet exercice controversé (ban sur la République, la démocratie, l'éducation féminine, interdiction de la musique, répression de l'usage de stupéfiants, éradication de la culture de l'opium), le bilan n'est pas fameux : le pays, sous la double pression du réchauffement climatique (désertification) et des mécanismes du marché (exportation des biens essentiels pour assurer la nutrition correcte de la population), souffre d'une pénurie alimentaire plongeant plus de la moitié de la population (estimée à 45 millions d'habitants) dans la misère et la famine.

Comment une nation jadis autosuffisante, qui exportait ses surplus agricoles tout en assurant l'approvisionnement de sa population, en est-elle arrivée là ? Pour saisir et comprendre les étapes du processus de dégradation de l'économie afghane, il faut remonter aux principes essentiels de la métaphysique orientale qui, depuis l'Antiquité, régissaient, mieux que la fêrule d'un régime politique autoritaire, la société et l'économie traditionnelle. En effet, les proverbes, la poésie (contes, rythmés, musiqués et versifiés le plus souvent), ainsi que les supports comme les tapis en laine, les métaux, le bois, la poterie (pictogrammes et symboles géométriques) ont entretenu dans les mémoires des peuples de tradition orale de ce carrefour des civilisations qu'est l'Afghanistan les principes d'une *culture de l'utile* (et non mercantile) : tendre vers le vrai et le beau, bien penser pour bien dire et bien dire pour bien agir. Ces règles existentielles ont laissé des traces historiques, visibles et lisibles dans la région depuis l'époque zoroastrienne, grâce aux écrits du célèbre Zoroastre, rédigés il y a 2 500 ans. Elles relèvent du substrat de la sagesse orientale et, dépassant le cadre de la religion zoroastrienne (subsistant en Inde chez les Parsi), sont communes, entre

autres, aux systèmes philosophiques et aux concepts métaphysiques du taoïsme et du bouddhisme.

Si le modèle de développement économique de l'Occident n'est pas applicable en Afghanistan, n'y engendrant que désordres, ruine et précarité, c'est qu'il est axé sur la productivité et la compétition. Dans une société traditionnelle et archaïque où le temps a une importance relative et l'argent, rare, n'est qu'un moyen d'échange, le moteur primordial de l'économie (sociale, car fondée sur la solidarité entre nomades et sédentaires, la complémentarité entre les éléments disparates de la mosaïque ethnique de cette partie de l'Asie) est la *gestion de la rareté*. Rien ne doit être laissé de côté (énergies du soleil, du vent, de l'eau) et rien ne doit être gaspillé (terres, voies d'irrigation, ressources en combustibles, métaux, minéraux, nourriture, boissons et force de travail, animale ou humaine).

L'exemple du tapis noir éclairera ce point avec éclat. Chacun sait que le noir capte et concentre la chaleur de l'énergie solaire. Si, en Afghanistan, tous les tapis nomades sont noirs ou qu'ils présentent une dominante obscure, c'est parce que, après les avoir exposés au soleil dans la journée, on va pouvoir, la nuit, une fois rentrés dans la maison ou dans la yourte, profiter de la chaleur emmagasinée durant la journée, permettant de maintenir une température acceptable (alors qu'à l'extérieur, elle avoisine 0 à -10°, en ce pays continental aux contrastes importants).

L'autre principe de base lié à la rareté des ressources – thème en parfaite synchronicité avec l'agenda de l'économie mondiale de nos jours – est celui de la répartition équitable des richesses, tant au niveau des moyens de production que des résultats de l'industrie animale et humaine. Le *pashtunwali*, présenté en Occident comme le code moral ou même le code de l'honneur des Pachtounes, est un contrat non écrit entre le chef et ses sujets qui, notamment, le rend responsable de leur sécurité alimentaire. Une *djirga*, assemblée traditionnelle, réunissant tous les membres de la communauté est convoquée au moins une fois par an, c'est elle qui

décide de la distribution des terres, selon les principes du *wesh* qui institue une rotation des terres entre les lignages, ou familles patrilinéaires, de la communauté : champs cultivés, irrigués ou non, pacages, vaines pâtures sont attribués aux uns et aux autres, parfois par tirage au sort, sinon par désignation selon une alternance cyclique. Les membres de l'assemblée décident également des modalités de l'assolement annuel (entre deux saisons) ou pluri-annuel, afin de préserver la fertilité des terres, assurée par l'enfouissement de luzerne qui fournit l'azote nécessaire durant la période de repos des terres cultivées, lesquelles, transformées en pâtures, sont laissées à la libre disposition des nomades qui y font paître leurs troupeaux, apportant de précieux engrais sous forme d'excréments animaux.

Autrefois, cette économie traditionnelle fonctionnait sans administration centrale : ni cadastre ni recensement ni papier d'identité, dans un pays où le papier est un article de luxe et sa conservation dans des archives considérée comme un souci frisant l'extravagance. Là encore, c'était l'assemblée locale qui gérait les conflits entre les uns et les autres et qui résolvait les difficultés survenant à l'improviste (aléas climatiques, événements politiques ou complications militaires).

À partir des années où les monarques afghans ont commencé à dépecer l'Afghanistan, acceptant le découpage et l'amputation du territoire national constitué par le fondateur de la dynastie Ahmad Shah Durani, les problèmes ont commencé. Séparées de leurs aires de migration ancestrales, étendues à tout le sous-continent indien, les tribus du Sud et de l'Est se sont soulevées contre l'émir afghan, issu de la fameuse tribu durani, ou abdali, centrée sur Hérat, Farah et Kandahar, à l'Ouest.

Pour les amadouer, et pour calmer quelques-uns de leurs cousins et rivaux de même appartenance durani, les émirs ont innové en matière de droit foncier, prétendant, au titre de souverain par la grâce d'Allah, pouvoir disposer à leur gré des terres comprises à l'intérieur des frontières afghanes. Ils ont ainsi procédé, en plusieurs étapes, à la *pashtounisation* du territoire, en offrant des exploitations

coloniales sur de riches terroirs situées au nord de l'Afghanistan. Or ces terres appartenaient à d'autres ethnies, qui n'ont pas été dédommagées.

Cette spoliation a entraîné des conflits massifs et même un renversement du régime (en 1929, avec Mollah-e Lang). Elle a aussi été un des facteurs de soulèvement des populations locales à l'époque soviétique, durant l'occupation russe, les ethnies locales forçant les colons pachtounes du Nord à s'exiler au Pakistan sous la pression militaire. Un phénomène d'une ampleur similaire s'est produit durant l'occupation américaine, les opérations de nettoyage ayant surtout visé les populations autrefois nomades et montagnardes de l'Est et du Sud, hostiles aux Durani, mais aussi à l'Alliance du Nord, constituée essentiellement de *farsiwân* (*i.e.* locuteurs du farsi : Tadjiks, Uzbeks, Hazaras, Turkmènes...). Aujourd'hui, toutes ces populations pachtounes exilées (plusieurs millions de personnes) sont revenues ou reviennent au pays et, avec l'appui des Talibans, majoritairement pachtounes eux aussi, font pression pour récupérer les terres, pâturages, points d'eau et autres privilèges anciennement accordés par les décrets des monarques afghans. S'appuyant sur le droit coutumier et sur le droit de préemption, les populations locales rechignent à céder leurs biens une deuxième fois.

Aucune administration afghane n'a pu traiter ces questions de façon satisfaisante par le passé et la plaie de ces dissensions interethniques, ouverte par la faute de la générosité mal placée des émirs, n'est pas prête de se refermer. En effet, renforcée par l'aide internationale, la domination des Talibans s'assoit sur l'idée d'une distribution équitable des terres et pratique la préférence ethnique à large échelle, engendrant des pratiques discriminatoires, tant sur le plan de l'emploi que sur celui des jugements tenus et prononcés par les autorités religieuses affiliées au régime (les *chouras* ayant remplacé la *djirga*, qui était un organe laïc, mais dans lequel pouvaient siéger des religieux, dont l'avis était écouté mais qui ne dirigeaient pas les débats).

Les ressorts de l'économie traditionnelle, faussés par l'aide internationale et

perturbés par les pressions de l'économie de marché, ont mené la population afghane à une situation de misère dramatique, obligeant certaines familles à recourir à la mendicité et à vendre leurs enfants, poussant d'autres à l'exil vers la terre d'asile ou l'Eldorado que leur semblent constituer les démocraties d'Occident. Le mouvement de paupérisation et de migration s'accroît de jour en jour, tandis que les dirigeants talibans bradent les ressources minières aux Chinois et qu'ils empochent l'aide US pour la redistribuer dans les cercles restreints de leurs affidés et sympathisants. Comment, dans ces conditions, peut-on espérer qu'un jour, le peuple afghan puisse manger à sa faim, vivre en bonne santé et éveiller sa conscience afin de participer à l'essor du contre-modèle alternatif et solidaire que les errances et les échecs du capitalisme obligent à penser et à édifier sur les biotopes sinistrés du vaisseau terrestre (*Earthship*) ?